



HAL
open science

Y a-t-il une politique étrangère de la Hongrie entre 1945 et 1990 ?

Mihály Fülöp

► **To cite this version:**

Mihály Fülöp. Y a-t-il une politique étrangère de la Hongrie entre 1945 et 1990 ?. Cahiers du CEFRES, 2010, Les politiques étrangères des Etats satellites de l'URSS, 25, pp.117-130. halshs-01163156

HAL Id: halshs-01163156

<https://shs.hal.science/halshs-01163156v1>

Submitted on 12 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 25, Les politiques étrangères des Etats satellites de l'URSS
Antoine Marès (Ed.)

Mihály FÜLÖP

Y a-t-il une politique étrangère de la Hongrie entre 1945 et 1990 ?

Référence électronique / electronic reference :

Mihály Fülöp, « Y a-t-il une politique étrangère de la Hongrie entre 1945 et 1990 ? », Cahiers du CEFRES. N° 25, Les politiques étrangères des Etats satellites de l'URSS 1945-1989 (ed. Antoine Marès).

Mis en ligne le / published on : mars 2010 / march 2010

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c25f/fulop_2001_politique_etrangere_hongrie.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



Y a-t-il eu une politique étrangère de la Hongrie entre 1945 et 1990?

Mihály FÜLÖP

L'historiographie hongroise a longtemps ignoré la politique étrangère de l'après-guerre. De 1947 à 1990, ce n'était guère étonnant : tout ce qui touchait à l'essentiel, c'est-à-dire aux relations soviéto-hongroises, au rôle de l'URSS en Hongrie, relevait du *tabou*. L'ouverture très libérale des archives hongroises, notamment celles du ministère des Affaires étrangères - Par exemple, j'ai eu accès par dérogation aux comptes rendus des conférences des Ambassadeurs du MAE jusqu'à 1990 - et du Parti socialiste ouvrier hongrois, et surtout de l'Union Soviétique à partir de la visite de Yeltsin de 1993 à Budapest, a permis de percer ce mur de silence qui entourait l'action diplomatique hongroise. L'Institut de la Révolution hongroise de 1956, l'Institut d'Histoire politique, l'Institut hongrois des Relations internationales, l'Institut des Sciences historiques de l'Académie des sciences de la Hongrie, les enseignants chercheurs de l'Université Eötvös Lorand et de l'Université des sciences économiques de Budapest, et les historiens du temps présent ont publié des monographies et des recueils de documents diplomatiques qui couvrent cette période. La genèse de la diplomatie hongroise d'après-guerre, les négociations du Traité de paix avec la Hongrie, les relations avec les États voisins, la révolution de 1956 et ses conséquences et la participation de la Hongrie dans l'invasion de la Tchécoslovaquie sont particulièrement bien traités.

Cette vaste et récente production historiographique se heurte néanmoins à des problèmes méthodologiques bien connus des historiens du communisme. Je ne mentionnerai que les plus évidentes. Premièrement, l'URSS n'a assuré aucune marge de manœuvre aux satellites, leur contrôle était total. Par conséquent, l'étude de la diplomatie hongroise doit partir de l'étude des limites de la tolérance soviétique, les archives soviétiques contenant les éléments essentiels sur tous les aspects de la vie politique hongroise, y compris les communications hautement confidentielles entre Staline et Rákosi, Khrouchtchev-Brejnev-Andropov et Kádár, ou Gorbatchev et Grosz. Deuxièmement, l'URSS a non seulement limité la souveraineté de ces États, mais elle a aussi déterminé la nature de leur régime. La politique étrangère avait comme fonction de protéger le régime de type soviétique. Le degré d'autonomie de ces États dans les années cinquante n'a donc guère dépassé le statut d'une simple République soviétique.

Ayant échappé à la sphère d'influence exclusive de l'URSS (1989-1991), et ayant recouvert son indépendance (détruite par l'Allemagne nazie, puis par l'URSS), la Hongrie, en tant que petit État d'Europe centrale, a retrouvé sa liberté d'action et a dû faire face à une série de choix en ce qui concerne sa sécurité. Ce libre choix de son destin a engendré une situation curieuse, inédite pour un pays qui, au cours du XX^e siècle n'avait pas eu le privilège de pouvoir choisir *ses frontières* – en 1919/1947 les grandes puissances victorieuses qui, avec leur infinie sagesse et leur savoir-faire cherchant à apaiser les conflits entre les petits peuples d'Europe centrale et orientale, ont déterminé ces frontières -, *ni ses régimes* – le régime Horthy doit sa naissance à l'Entente (à la mission du diplomate britannique George Russel Clerk), tandis que par deux fois le gouvernement hongrois d'après-guerre était constitué à Moscou : en 1944, le gouvernement de Dalnoki Miklos Béla et en 1956, le gouvernement du seul János Kádár par Nikita Khrouchtchev.

Le problème central de la diplomatie hongroise de l'entre-deux-guerres

Depuis sa naissance comme État indépendant, le problème central de la diplomatie hongroise était la non-coïncidence des frontières de l'État avec celle de la Nation. Petit État, la Hongrie était dominée dans cette aire géographique par les deux grandes puissances, l'Allemagne et l'Union soviétique. L'indépendance et même la viabilité de cet État n'était pas une évidence. Entre les deux guerres, la Hongrie essaya de modifier le traité de paix imposé le 4 juin 1920 dans le Grand Palais de Trianon. Ce pays, en cherchant des alliés, se retrouva comme une alliée involontaire de l'Allemagne nazie, seule à pouvoir satisfaire les revendications territoriales de la Hongrie. L'autre grande puissance anti-statuo quo, l'Union soviétique, depuis l'écrasement de la révolution bolchevique en 1919, et vu les conditions de la naissance du régime Horthy, ne pouvait bien naturellement pas devenir un partenaire pour récupérer les territoires perdus, même s'il s'agissait de la Roumanie. Les choix politiques d'un régime contre-révolutionnaire conservateur qui manifestait des vellétés évidentes pour préserver sa neutralité armée dans le deuxième conflit mondial conduisirent inexorablement la Hongrie dans le camp des perdants. En effet, les modifications territoriales (premier et deuxième arbitrages de Vienne du 2 novembre 1938 et 30 août 1940 et l'agression commise contre la Yougoslavie au mois d'avril 1941) furent de courte durée et renversées par les alliés anti-fascistes. La Hongrie, occupée par l'Allemagne nazie le 19 mars 1944, subit une défaite totale par l'Armée Rouge.

Le règlement de paix après la Deuxième Guerre mondiale et la Hongrie

En 1945, la diplomatie de la nouvelle Hongrie repartit de zéro. La Commission de Contrôle Alliée dominée par les Soviétiques accapara les attributs de l'autorité de l'État. L'occupation par des millions de soldats de l'Armée Rouge et la formation par les Soviétiques d'un gouvernement démocratique multipartite limitèrent l'indépendance et la souveraineté de l'État. L'objectif central devint, cette fois-ci, la restauration de l'indépendance perdue. Ce n'était possible que par l'obtention du retrait des troupes soviétiques. Or, ce retrait tant désiré dépendait de la capacité des grandes puissances anti-fascistes à régler tous les problèmes majeurs de paix en Europe, y compris la conclusion d'un traité d'État avec l'Autriche et un traité en bonne et due forme avec l'Allemagne. Toutefois, la présence militaire soviétique alla de pair avec une exploitation sans pitié des ressources humaines et économiques de la Hongrie. La souveraineté fut donc limitée du point de vue militaire et économique. À cela s'ajouta le droit des puissances occupantes de régler les relations extérieures du pays ennemi jusqu'à la conclusion du traité de paix formulé par les trois grandes puissances (l'Union soviétique, les États-Unis et la Grande-Bretagne).

Les négociations du traité de paix avec les anciens satellites de l'Allemagne nazie (Italie, Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Finlande) en 1945 et 1946, au Conseil des ministres des Affaires étrangères redéfinirent les frontières en Europe. Les déplacements de population qui s'en suivirent furent une des conséquences directes de ce règlement territorial, qui s'est révélé durable. La Tchécoslovaquie réussit à obtenir la révision de la frontière de Trianon au détriment de la Hongrie : la tête de pont de Bratislava, avec ses trois villages enlevés à la Hongrie, avait pour but de renforcer la sécurité de la capitale slovaque et de construire des barrages sur le Danube, ce qui est devenu une pomme de discorde entre les deux États à la fin de ce siècle. Le transfert forcé des Hongrois de la Slovaquie en Hongrie, l'émigration volontaire des Slovaques de Hongrie vers la Slovaquie et l'expulsion d'une partie des Allemands de Hongrie changea considérablement la composition ethnique de la nouvelle Hongrie. Mais l'essentiel n'était pas là. Jusqu'à la fin de 1946, Américains et Britanniques tentèrent tout ce qui était possible pour éliminer les troupes soviétiques de la Hongrie en rendant à ce pays une chance de construire un avenir libre, indépendant et démocratique.

Toutefois, l'impasse des négociations du traité d'État avec l'Autriche entre les Alliés en 1947 empêcha la séparation de la question hongroise de celle de l'Autriche. L'Union soviétique s'assura le droit de faire stationner des troupes de liaison en Hongrie et en Roumanie pour sa zone autrichienne sans limitation dans le temps. Cet accord tripartite, soviéto-anglo-américain se révéla fatal pour la Hongrie.

La Hongrie dans la guerre froide

Au moment de l'entrée en vigueur du traité de paix avec la Hongrie le 15 septembre 1947, l'indépendance de l'État se trouva restaurée, mais en principe seulement. En réalité, le commencement de la Guerre froide et la division de l'Allemagne et de l'Europe en deux déclencha une soviétisation forcée de la partie Est de l'Europe, dont l'une des premières victimes devint la Hongrie. Entre 1947 et 1989, la Hongrie fut un État satellite de l'Union soviétique qui se vit confisquer son indépendance d'État. Même sa politique intérieure fut assujettie à la politique soviétique et il était hors de question de prendre des initiatives de politique extérieure sans l'aval de Moscou. Cette perte d'indépendance rendit superflue la recherche de signes d'autonomie par rapport à la direction soviétique, sauf lors de la révolution hongroise de 1956 qui démontra, pour un moment seulement, ce que le peuple hongrois souhaitait vraiment s'il avaient le libre choix de son destin.

La révolution hongroise du 23 octobre au 4 novembre 1956 dut sa naissance à une conjonction unique de circonstances après la mort de Staline. La conclusion du traité d'État avec l'Autriche, la déclaration de neutralité et le retrait des troupes alliées qui suivirent montrèrent aux Hongrois que l'Union soviétique était prête à négocier avec ses anciens alliés son retrait d'un petit État d'Europe centrale. La réconciliation entre Tito et Khrouchev suscita un espoir en ce qui concerne l'acceptation soviétique des différentes voies de la construction du socialisme. La dénonciation du stalinisme au mois de février 1956 au XX^e Congrès du Parti Communiste de l'Union soviétique créa l'illusion que la nouvelle direction soviétique avait renoncé à l'impérialisme féroce exercé par le dictateur. Le précédent immédiat créé par le compromis négocié entre les Polonais et les Soviétiques à Varsovie, et le statut spécial qui fut accordé à la Pologne renforcèrent le sentiment des Hongrois que la tentative de récupération de l'indépendance nationale et l'exigence centrale de la révolution, c'est-à-dire le retrait des troupes soviétiques, étaient dans le domaine du réel. L'irruption de la crise de Suez et l'absence d'un soutien occidental à la révolution hongroise, autrement dit l'effondrement de la politique de "libération" des Américains et principalement la réaction de la vieille garde stalinienne appuyée par les Chinois et les pays voisins de la Hongrie, rendirent impossible la solution du conflit par la voie pacifique. La tentation de neutralité, qui affleurait déjà en 1947, était vouée dans ses conditions à l'échec. Par conséquent, la constitution d'un gouvernement d'une seule personne, János Kádár, à Moscou, l'intervention armée avec l'accord de Tito et la tentative de restauration de l'ancien régime communiste stalinien s'en suivirent.

Entre 1956 et 1958, le régime Kádár imposé par les Soviétiques repartit de nouveau de zéro. Le dogme central de la politique étrangère de la Hongrie devint jusqu'à la fin de 1989 l'adaptation flexible aux virages de politique intérieure et extérieure de l'Union soviétique. Le traumatisme était profond. Toute la société hongroise, et pas seulement les partisans du régime Kádár, était profondément convaincue que la moindre réforme intérieure s'éloignant du système soviétique ou toute velléité d'ouverture vers le monde extérieur provoqueraient une intervention militaire massive de l'Union soviétique. Cette limitation de la souveraineté engendra une prudence excessive, voire une acceptation tacite de la domination soviétique et

du régime communiste de la part de toute la société. Cette peur devint si enracinée que même au moment de la dissolution progressive du contrôle soviétique, le respect des limites de cette “tolérance” soviétique était une règle respectée par tous. Cette autolimitation conduisit à la paralysie, voire à l’immobilisme, du régime Kádár dans les années 1970-80.

Après 1963, Kádár s’identifiant au renouveau khrouchtévien réussit à forger un chemin spécifique de la “construction” du socialisme à l’intérieur du camp soviétique. En 1968, il introduisit une réforme économique sans démocratiser le pays. Comme disait François Fejtő, il introduisit *des* libertés, sans *la* liberté. Kádár fut contraint d’accepter l’invasion de la Tchécoslovaquie malgré lui. Cette intervention brutale mit fin pour une vingtaine d’années à toute tentative de réforme ou d’ouverture vers le monde occidental dans la partie Est de l’Europe. Pour ainsi dire, le temps s’arrêta entre 1968 et 1988. L’immobilisme politique du régime de Brejnev déclencha la dernière intervention soviétique à la fin de 1979, en Afghanistan. En 1980-81, en revanche, les Soviétiques préférèrent pousser les Polonais à intervenir eux-mêmes contre leur population, changeant radicalement la méthode des interventions militaires soviétiques massives dans l’empire extérieur. Avec le vieillissement et le départ de l’ancienne direction soviétique, le régime dépérissait subrepticement. Le contrôle soviétique sur l’Europe s’était dilué bien avant l’arrivée de Gorbatchev au pouvoir. Et pourtant, les traumatismes précédents et le renouveau de la Guerre froide cachèrent aux peuples d’Europe centrale et orientale ce changement radical dans la politique soviétique. Il était d’autant plus difficile de se rendre compte de ce changement fondamental que la politique gorbatchévienne entre 1985 et 1988 donna au contraire le sentiment que la *perestroïka* (restructuration) et la *glasnost* (transparence) allaient donner un nouveau souffle au régime soviétique. Gorbatchev réussit à négocier une nouvelle détente avec les puissances occidentales. Et tout cela changea considérablement la donne intérieure dans la sphère d’influence soviétique.

La Hongrie en quête de sa sécurité

Le changement commencé dans l’Europe située entre l’Allemagne et l’Union soviétique (“the land between”) n’était pas voulu par les dirigeants soviétiques et encore moins par les puissances occidentales. Ces dernières voulaient aider la politique gorbatchévienne et n’avaient nullement envie de menacer la détente et le désarmement entre les deux camps opposés en appuyant des tentatives démocratiques intempestives dans la sphère contrôlée par Moscou. Gorbatchev visait l’unification du continent européen par la dissolution progressive des deux blocs militaires, et à l’intérieur de son pays par l’établissement d’un État de droit socialiste. Les négociations de la table ronde en Pologne entre le Parti et l’opposition qui conduisirent en été 1989 à l’établissement d’un gouvernement non communiste bouleversèrent le jeu. La Hongrie, après une longue évolution - de l’entrée du pays au Fonds Monétaire International et à la Banque Mondiale en 1982 jusqu’à l’implosion du parti et au départ de János Kádár au mois de mai 1988-, suivit le mouvement.

Le régime hongrois se décomposa dans les 18 mois qui suivirent la conférence du Parti mettant fin à 33 ans de règne de Kádár. Une lutte de pouvoir sans merci se développa alors entre les différences tendances du Parti, débouchant au printemps 1989 sur le commencement des négociations entre l’opposition et les autorités communistes. La réhabilitation d’Imre Nagy en 1989 et ses funérailles officielles démontraient déjà la dilution complète de l’État-parti. L’accord entre l’opposition et le pouvoir le 18 septembre 1989 rétablit l’État de droit et ouvrit la voie aux élections libres. Début octobre 1989, la dissolution du Parti socialiste ouvrier hongrois (communiste) et la fondation du Parti socialiste marquèrent le début d’une

période de vide du pouvoir. Les divers partis de l'opposition prirent l'initiative politique et une coalition non communiste remporta les élections au mois de mars avril 1990.

Dans ces conditions, la diplomatie hongroise retrouva le chemin vers l'indépendance. Le 11 septembre 1989, le gouvernement hongrois, en ouvrant les frontières aux réfugiés est-allemands, contribua largement à un tournant dans l'histoire européenne et mondiale : la réunification des deux Allemagnes. Les négociations sur le retrait des troupes soviétiques de la Hongrie commencèrent au mois de février 1990 pour aboutir à la réalisation de celui-ci au mois de juin 1991. Au printemps 1990, le nouveau gouvernement librement élu plaça au centre de sa politique extérieure la récupération de son indépendance et de sa souveraineté nationale. La politique étrangère de la Hongrie atteignit ses objectifs par la voie des négociations et le jeu de l'alliance des petits États. En 1990-1991, l'axe Budapest-Varsovie-Prague, plus tard la coopération de Visegrad - un ensemble régional régulièrement détruit par la politique soviétique (1956, 1968, 1980-1981) qui voulait empêcher la reconstitution du "cordon sanitaire" - joua un rôle instrumental dans la dissolution du Traité de Varsovie et du CAEM (Comecon). Des choix fondamentaux de la politique étrangère de la Hongrie ont été opérés entre 1989 et 1991 : le retrait des troupes soviétiques, l'initiative de dissoudre l'alliance soviétique et la volonté clairement exprimée d'échapper une fois pour toute à la domination soviétique. La Hongrie, incorporée de force et maintenue par la force dans l'alliance soviétique, n'a "reçu", par rapport aux autres, que le socialisme type soviétique- la Roumanie étant récompensée de la part de Staline par le rattachement de la Transylvanie, la Pologne par la Prusse orientale, la Tchécoslovaquie, par la possibilité d'expulser les Allemands et les Hongrois. Les intérêts nationaux (frontières, minorités hongroises) de la Hongrie ont été lésés par l'URSS et ses alliés.

La Hongrie devait choisir une politique étrangère et de défense dans un contexte bien particulier. Le rétablissement de la coopération des grandes puissances rendit une éventuelle orientation occidentale inoffensive pour Moscou. Or, une exigence nouvelle surgit : pour ne pas devenir l'arrière-cour de l'Allemagne, la Hongrie rejeta clairement l'idée d'une nouvelle orientation unilatérale et s'ouvrit vers la France, la Grande-Bretagne, voire les États-Unis d'Amérique. En principe, les peuples d'Europe centrale et orientale ayant échappé à l'influence exclusive des deux grandes puissances qui dominaient naturellement la région (l'Allemagne et l'URSS/Russie) pouvaient enfin régler leur conflit sans l'intervention ou l'arbitrage des grandes puissances. Ils pouvaient utiliser cette liberté dans les deux sens :

a/ ouvrir la voie des négociations et de la coopération, établir une paix durable dans la région, ne pas menacer l'ordre international, par la volonté librement manifestée de ses peuples, réaliser une fédération de l'intérieur de la région, recomposer le paysage politique de la région, ou

b/ régler les vieux comptes par les armes (voir le conflit de Yougoslavie qui est né de la volonté de vaincre l'autre).

La Hongrie tentée en 1947/1956 par la neutralité entre les deux blocs s'engagea sur la voie de la coopération régionale. Elle faisait partie des *combinazioni* (Quadra-,Penta-,Hexagonale, Initiative Centre-Européenne) du ministre des Affaires étrangères italien, de Michelis. En 1991, la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie lancèrent la coopération de Visegrad. Budapest participa à la coopération subrégionale Alpes-Adriatique, ainsi qu'à la région euro-carpatique. Mais toutes ces initiatives n'étaient que des pis-aller aux yeux des décideurs politiques, „en attendant Godot”, c'est-à-dire la possibilité d'entrer dans l'UEO/OTAN, ou la formation de cette PESC qui n'en finissait pas de naître avec le conflit yougoslave.

Sortie de la sphère d'influence exclusive de l'Union soviétique, la diplomatie hongroise choisit donc une orientation occidentale. Dès 1991, la Hongrie voulut adhérer à l'OTAN et la Communauté européenne (à partir de novembre 1993, à l'Union Européenne). Or, dans l'ombre de la crise yougoslave, la voie de l'intégration euro-atlantique devait conduire à la pacification de la région de l'Europe centrale. Faute de traités de bon voisinage, la Hongrie dut trouver un *modus vivendi* avec ses voisins. La nouvelle dimension de la politique étrangère de la Hongrie, c'est-à-dire la protection des minorités hongroises vivant dans les pays voisins, parut compliquer l'atteinte de l'objectif central, l'intégration euro-atlantique. En effet, la Roumanie d'Iliescu, la Slovaquie de Meciar, la Serbie de Milosevic et la Croatie de Tudjman étaient peu enclines à respecter les règles de l'État de droit, voire les droits de l'homme tout court. Le premier succès de la diplomatie hongroise fut d'avoir été le premier État à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine et à conclure un traité de base incluant une déclaration de la protection des minorités avec le nouveau gouvernement de Kiev.

La Hongrie se retrouva dans un contexte géopolitique inattendu et unique en 1991 : trois de ses voisins, des États fédéraux, se désintégrèrent, l'URSS, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie. Ces crises de succession d'État intervinrent sans aucune ingérence ou intervention du monde extérieur, et bien naturellement sans l'intervention des autorités hongroises ou de l'armée hongroise (Honvédség). La lutte des peuples pour la création d'États successeurs engendra des conflits et l'implosion des États fédéraux artificiels multiplia le nombre des voisins de la Hongrie : entre 1991 et 1993 la Slovaquie, l'Ukraine, la Serbie, la Croatie et la Slovénie formèrent des nouveaux États à la frontière de la Hongrie outre les États voisins déjà existants : l'Autriche et la Roumanie.

Le conflit yougoslave (1991-1995) fit de l'ombre sur toute la partie Est de l'Europe. L'incapacité d'arriver à des compromis entre les parties en conflit, l'insécurité générale et l'impossibilité du monde extérieur d'avoir une prise sur les belligérants pour arrêter la guerre provoquèrent une réponse de l'Europe occidentale. Le plan Balladur (le pacte de stabilité) négocié entre 1993-1995 partit du principe de la diplomatie préventive afin d'empêcher la répétition des conflits type yougoslave : il visait essentiellement la Hongrie. La conclusion des traités de base entre, d'une part, la Hongrie et, d'autre part, la Slovaquie et la Roumanie servirent de modèle dans la région. Or, le plan Balladur résumait les vues les plus sombres des grandes puissances occidentales sur la nature des petites nations d'Europe centrale et orientale. Le pacte de stabilité mettait non seulement en doute la capacité de ces États à régler eux-mêmes leurs conflits, comme des peuples majeurs (adultes), mais aussi leur sagesse : il était difficilement imaginable à cette époque qu'ils puissent gérer leurs affaires sans conflits armés. Cette vision pessimiste sur la nature de ces peuples supposés sanguinaires, irresponsables, en conflit permanent entre eux conduisit le monde occidental à faire une généralisation hâtive sur toute la partie Est de l'Europe. La consolidation des frontières devint donc l'objectif central, le respect des droits des minorités étant subordonné à cet objectif. Le traité de base entre la Hongrie et la Slovaquie conclu en mars 1995 resta lettre morte en ce qui concerne la protection des minorités à cause du gouvernement de Vladimír Mečiar (le chef du gouvernement slovaque avait même envisagé la constitution d'un État purement slovaque en reprenant la politique tchécoslovaque de 1945 envers les Hongrois), tandis que le traité roumano-hongrois donna de meilleurs résultats suite à l'alternance intervenue en Roumanie et à l'intégration de Hongrois dans le gouvernement roumain. L'Union Européenne apparut ainsi comme un facteur fédérateur extérieur. La faiblesse de la volonté de coopération régionale entre les petits peuples (sauf peut-être la coopération de Visegrád) incita l'Occident à une intervention diplomatique préventive. Le système territorial fut consolidé dans le cas des

frontières qui étaient les moins menacées par un changement dû à des conflits armés. De nouveau, un facteur extérieur est apparu comme fédérateur de l'Europe centrale et orientale : l'Union Européenne. La diplomatie hongroise naissante s'adapte au mieux aux nouvelles circonstances.

Bibliographie choisie

- A rendszerváltás forgatókönyve : kerekasztaltárgyalások 1989-ben.* (Les scripts du changement de régime. Négociations de la table ronde nationale en 1989.) 1-7 volumes par Bozoki, András-Elbert, Mária-Kalmár, Melinda-Révész, Béla-Ripp, Erzsébet-Ripp, Zoltán. Budapest, Magveto-Uj Mandátum, 1999-2000.
- Borhi, László : *Megalkuvás és eroszak.* (Compromissions et contrainte. Les États-Unis d'Amérique et l'expansion soviétique en Hongrie). Debrecen, Kossuth Egyetemi Kiadó- MTA Torténettudományi Intézet. 1997.
- Brown, J.F. : *Hopes and Shadows: Eastern Europe after Communism.* Durham, Duke University Press 1994. XII. 562 pages
- Diplomáciai iratok Magyarország külpolitikájához.* (Documents diplomatiques de la Hongrie 1936-1941) 5 Tomes. Adam, Magda- Juhász, Gyula- Kerekes, Lajos. Budapest, Akadémiai Könyvkiadó. 1962-1982.
- Fülöp, Mihály: *La paix inachevée. Le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères et le traité de paix avec la Hongrie,* Association des Sciences Historiques en Hongrie, Budapest, 393 pages
- Revízió vagy autonómia ? Iratok a magyar-román kapcsolatok történetéről, 1945-1947,* (Révision ou autonomie ? Documents sur les relations hungaro-roumaines 1945-1947)_Introduction, collection de documents par Fülöp, Mihály. Notes par Vincze, Gábor .Teleki László Alapítvány Kiadó (Editions de la Presse de la Fondation Teleki), Budapest, 1998, 492 pages + 8 cartes
- A Jelcin-dosszié. Szovjet dokumentumok 1956-ról.* (Le dossier Yeltsin. Documents soviétiques sur 1956). Par Gál, Eva- Hegedus B. András-Litván, György-Rainer M.János. Budapest, Századvég-1956-os Intézet. 1993.
- Juhász, Gyula : *Hungarian Foreign Policy 1919-1945,* Akadémiai Kiadó, Budapest,1983. 356 pages,
- Kovrig, Bennett : *Communism in Hungary from Kun to Kádár.* Stanford, Hoover Institution, 1979. 525 pages
- Lévesque, Jacques : *The Enigma of 1989. The USSR and the Liberation of Eastern Europe.* Berkeley,University of California Press, 1997.
- Lomax, Bill: *Hungary 1956.* London, Allison and Busby 1976. 222 pages
- Robinson,James A. : *The Pattern of Reform in Hungary.* New York, Praeger 1973. XIX, 467 pages
- Romsics, Ignác : *Helyünk es sorsunk Európában.* (Notre place et notre destin en Europe). Budapest, Osiris. 1996.
- Radványi, János: *Hungary and the Superpowers.* Stanford, Stanford University Press 1972. XVII, 197 pages
- Schopflin, George: *Nations, identity, power. The New politics of Europe.* London, Hurst and Co. 2000. 442 pages
- Shawcross,William: *Crime and Compromise. János Kádár and the politics in Hungary since the revolution.* New York, E.P.Dutton 1974. 320 pages
- S. Kotricz, Anna-Lakos, János-Némethné Vágyi Karola-Soos László-T.Varga György : *A Magyar Szocialista Munkáspárt Kozponti Bizottságának 1989. Evi jegyzokonyvei* (Les comptes rendus du Comité Central du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois, 1989) Tomes 1-2., Budapest, Magyar Országos levéltár, (Archives Nationales de Hongrie)1993.
- The End of Cold War in Europe, 1989 : New Thinking and New Evidence.* (A Compendium of Declassified Documents prepared for a Critical Oral History Conference organized by the national Security Archive, Washington D.C., Musgrove, Georgia, may 1-3,1998.)
- Tökés, Rudolf: *Hungary's Negotiated Revolution. 1947-1990.* Cambridge University Press 1996,1998
- Zinner,Paul E.: *Revolution in Hungary.* New York-London, Columbia University Press 1962. 380 pages